

## Le sultan Erdoan demande la stricte application du pacte germano-turc

Article rédigé par *contact*, le 28 avril 2016

[Source: Boulevard Voltaire]

Recep Tayyip Erdoan est un ennemi de grand talent, un président patriote conscient des enjeux contemporains que doit affronter la Turquie.

Recep Tayyip Erdoan est un ennemi de grand talent, un président patriote conscient des enjeux contemporains que doit affronter la Turquie. Les dirigeants européens aveugles, naïfs, oublieux de l'Histoire, ne le considèrent pas comme un ennemi mais comme un allié potentiel, un partenaire, voire le dirigeant d'un pays prochainement intégré dans l'Union européenne. Bien entendu, ils se trompent lourdement. Monsieur Erdoan défend très précisément les intérêts ottomans, depuis toujours diamétralement opposés aux nôtres.

Partant d'un postulat erroné, l'Union européenne se fait donc humilier par la Turquie et semble se placer volontairement dans la position du « dhimmi », acceptant de payer une « jizya » de six milliards d'euros (à comparer avec le très faible budget annuel de Frontex) au président Erdoan, aux frais des contribuables de ses pays membres, pour qu'il accomplisse son devoir souverain, c'est-à-dire surveiller ses frontières. Pire : l'Union européenne a accepté des conditions terrifiantes pour valider cet accord, notamment la libre circulation des citoyens turcs dans l'espace Schengen.

Prenant acte de son ascendant, Erdoan ne compte pas s'arrêter en si bon chemin. Signé le 20 mars dernier, le pacte germano-turc, relatif à l'invasion migratoire du continent, devait limiter l'hémorragie. Le résultat se fait toujours attendre. Les premiers bilans font état de chiffres dérisoires : 325 migrants renvoyés de Grèce vers la Turquie pour 103 réfugiés syriens réinstallés dans l'Union européenne. Si l'objectif visé par l'Union est donc loin d'être atteint, la Turquie est proche de son but.

Inflexibles, les autorités turques réclament à l'Union d'exécuter ses engagements. Au fond, les Turcs estiment suivre à la lettre le cahier des charges occulte du pacte : feindre de lutter contre l'invasion du continent européen pour calmer les mécontents tentés de suivre les formations nationales et populistes. Angela Merkel n'ayant, en réalité, jamais souhaité diminuer l'immigration de peuplement en provenance de contrées extra-européennes.

En outre, le caractère mensonger de l'opération ne peut guère faire de doute à quiconque suit avec attention le déroulement de la crise migratoire. Les migrants arrivant de Syrie ne sont qu'une toute petite partie de la masse colossale d'arrivants et de candidats à l'installation. En Libye, un million de migrants potentiels, venus d'Afrique noire, attendent sagement de monter dans des embarcations de fortune, pour contribuer à l'enrichissement des passeurs et à l'appauvrissement des Européens. Ils ne passeront pas par la Turquie.

Ankara ne cédera donc pas. L'Union devra payer sa forfaiture au prix fort. Monsieur Davutolu, Premier ministre turc, a d'ailleurs déclaré que « *la question de l'exemption de visa est vitale* », lors de la conférence de presse conjointe avec les Européens à Gaziantep. Oui, cette question est vitale pour les Turcs qui

entendent créer des cinquièmes colonnes dans les nations européennes. Monsieur Erdoan l'affirmait à Strasbourg l'an passé à la diaspora turque : « *Vous êtes des Turcs d'Europe.* » Il exhortait aussi ses ressortissants à ne pas s'assimiler et à rentrer dans les assemblées parlementaires pour défendre l'identité ottomane.

Quand on montre sa faiblesse, on encourage son agresseur à poursuivre, à intensifier ses violences. Le sultan Erdoan se renforce sur nos reniements, nos renoncements. La soumission n'est pas pour demain, elle est déjà là.

**Gabriel Robin**